

# AVENIR GÉOPOLITIQUE ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA LITUANIE

*Discours du ministre lors de la réunion des ambassadeurs lituaniens le 29 août 2022*

## **Une année de défis sans précédent**

Lorsqu'un jeune collègue a demandé à l'ancien Premier ministre britannique Harold Macmillan ce qui avait été le plus difficile, il a répondu : « Les événements, mon cher garçon, les événements. » Des événements qui se produisent sans rien demander.

Parfois, je le comprends bien.

L'an passé, nous avons consacré beaucoup de temps et d'énergie à la gestion de crises que les régimes autoritaires avaient créées les unes après les autres et dans lesquelles ils ont tenté de nous entraîner. Chacune de ces crises a été comme un nouveau test terrifiant et sans précédent dont il aurait été difficile alors d'imaginer plus grand, puis celui-ci s'est estompé face à la nouvelle vague qui a suivi.

Ces moments de crises et de défis nous ont souvent poussés vers des territoires de l'action politique nouveaux et inexplorés. Nos valeurs y ont été testées et aussi endurcies. Tout cela nous a obligés à acquérir de nouvelles compétences, à développer et mobiliser celles que nous avons oubliées. Il a fallu agir avec une rapidité, un dynamisme et une créativité extraordinaires pour éviter que les vagues de la crise ne nous submergent. Je vous suis extrêmement reconnaissant pour ce travail harmonieux pour relever et gérer ces défis.

Les autorités biélorusses ont tout d'abord détourné un avion Ryanair pour arrêter deux jeunes militants dont le destin est malheureusement définitivement brisé. Cette utilisation des autorités de l'aviation civile à des fins politiques sales du régime semblait être un acte d'agression extrêmement éhonté.

Lors de la préparation de notre réponse au détournement de l'avion Ryanair, nous avons dû non seulement accréditer d'urgence un représentant auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale et nous battre pour obtenir de cette organisation un rapport précis qui ne soit pas politiquement lisse sur le détournement, mais aussi agir rapidement et avec détermination dans les capitales des pays démocratiques pour défendre la véritable version des événements contre la désinformation et mobiliser un soutien pour des sanctions rapides et radicales contre le régime de Loukachenko.

Immédiatement après, il y a eu une attaque hybride avec des migrants, organisée par Minsk, contre la Lituanie, puis la Pologne et la Lettonie. Lorsque des centaines de migrants illégaux se déversaient chaque jour à la frontière lituanienne, amenés du Moyen-Orient par des réseaux de passeurs et des vols organisés, une telle militarisation des flux migratoires semblait pour nous un défi sans précédent, une charge presque insurmontable pour les institutions publiques.

Après que Minsk ait commencé à envoyer des flux de migrants, une bataille diplomatique sur le récit a tout d'abord commencé : les grandes capitales européennes et Bruxelles considéreront-elles cela comme une crise des réfugiés comme l'Europe en avait déjà connu ou comme une attaque hybride utilisant des migrants ? Vous savez vous-mêmes combien d'efforts diplomatiques ont été nécessaires pour faire comprendre à nos partenaires que ce qui se passait aux frontières de la Lituanie n'était pas une continuation de la crise des réfugiés de 2015, mais un acte d'agression hybride du régime de Loukachenko. Parallèlement, nous avons dû établir de toute urgence des liens étroits avec le gouvernement irakien, arrêter conjointement les vols transportant des migrants en provenance de ce pays et négocier le retour des citoyens irakiens. Le fait que nous ayons réussi à rapatrier un nombre

de migrants irakiens supérieur à celui de tout autre pays de l'UE est avant tout un succès de notre diplomatie active.

Avant d'avoir eu le temps de maîtriser le défi de l'attaque hybride avec des migrants, une campagne de terreur économique de la Chine contre la Lituanie a été déclenchée car nous avons osé être solidaires de l'aspiration du peuple taïwanais à vivre librement et démocratiquement. Le marché chinois s'est fermé aux produits lituaniens et la Lituanie a même été retirée de la liste des pays du monde dans la base de données du registre des douanes chinoises. Des sanctions secondaires imposées aux entreprises ayant des liens avec la Lituanie ont même tenté d'exclure la Lituanie des chaînes de production et de valeur mondiales.

Face à la pression économique sans précédent exercée par la Chine, nous avons vraiment pris conscience de l'importance d'agir de manière concertée pour préserver un ordre mondial fondé sur des règles et empêcher toute forme de coercition, militaire ou économique. Notre diplomatie a répondu aux mesures économiques coercitives de la Chine dirigées contre toute l'UE et son marché unique. La position ferme et de principe de l'UE a porté la question du chantage économique exercé par la Chine sur la Lituanie au plus haut niveau lors du sommet UE-Chine. La Commission européenne a assigné la Chine devant l'Organisation mondiale du commerce pour cette coercition économique.

Nous avons commencé à diversifier nos échanges, notamment dans la région indopacifique, avant même l'attaque de la Chine car nous suspicions que des régimes non démocratiques utiliseraient tôt ou tard nos dépendances contre nous. Lorsque la pression économique a commencé, il a fallu mettre en œuvre le programme beaucoup plus rapidement. Une diplomatie économique proactive et le développement du réseau de missions diplomatiques ont porté leurs fruits : le total des exportations de produits d'origine lituanienne vers une dizaine de pays indopacifiques est déjà plus de quatre fois supérieur au volume des exportations vers la Chine au premier semestre 2021.

Malheureusement, en février, une terrible guerre de la Russie contre l'Ukraine a éclaté, et nous vivons toujours avec les réalités de cette guerre six mois plus tard.

Cette guerre nous a apporté des missions totalement nouvelles : nous avons dû, d'une part, concentrer tous nos efforts pour aider l'Ukraine à résister à l'agression de Moscou et, d'autre part, veiller à la sécurité de la Lituanie face à une menace géopolitique croissante.

Aujourd'hui, la Lituanie fait partie des leaders qui consolident le soutien international à l'Ukraine qui se bat. C'est l'expression de la position morale de notre pays, où les autorités publiques et la société civile travaillent ensemble.

Nous étions et sommes toujours les architectes de la politique de sanctions de l'UE contre la Russie. Nous avons été les premiers à nous adresser à la Cour pénale internationale pour les crimes contre l'humanité commis par la Russie en Ukraine, nous avons rejoint le dossier de l'Ukraine contre Russie auprès de la Cour internationale de justice et nous continuerons à être actifs dans les procédures de la Cour européenne des droits de l'homme. Nous travaillons et travaillerons en permanence avec nos partenaires en leur expliquant par tous les moyens possibles qu'il ne peut et ne doit pas y avoir de « fatigue » sur la question du soutien à l'Ukraine.

Nous avons aussi répondu à la demande de l'Ukraine pour exporter les céréales ukrainiennes sur les marchés mondiaux. Notre activité diplomatique active, bien que souvent invisible, a contribué en partie au déblocage des ports ukrainiens de la mer Noire et à la reprise des exportations de céréales via Odessa.

Une déclaration particulièrement importante pour notre sécurité a été adoptée au sommet de l'OTAN à Madrid. Il a fallu un peu de temps pour convaincre les alliés que nous n'avions pas auparavant épaissi le trait : la réalité s'est avérée plus terrible. Nous avons aussi réussi à obtenir un engagement des États-Unis pour une présence de rotation renforcée dans les pays baltes. Cependant, il reste encore beaucoup à faire avant qu'une brigade allemande complète ne soit déployée en Lituanie d'ici le milieu de l'année 2026.

### **Situation actuelle et regard vers l'avenir**

Cela m'amène au point le plus important de ma pensée : le présent. Je vous invite à regarder ensemble vers l'avenir avec une vision ouverte et réaliste, responsable et stratégique pour voir ce qui nous attend dans les mois, les années ou la décennie à venir.

La phrase qui vient tout d'abord à l'esprit est *à la guerre comme à la guerre*.

Il n'est pas besoin de vous expliquer combien la situation est grave et difficile en ce moment pour nous, pour l'Europe et pour l'ensemble du monde libre. Oui, nous sommes en guerre. Nous défendons notre pays en Ukraine et ce n'est pas une simple phrase solennelle rhétorique, c'est le reflet de notre réalité très importante et très fragile. Si nous ne défendons pas l'architecture de la sécurité européenne en Ukraine, la ligne de front pourrait très vite se déplacer ici, dans les rues de Vilnius. En Ukraine, nous contribuons à défendre aussi les conditions préalables à l'existence du monde libre, c'est pourquoi toutes les forces, tous les efforts et toutes les pensées doivent être orientés dans cette direction. Nous n'avons pas le luxe de nous préoccuper de choses non essentielles.

Je ne vois aucun soulagement rapide ni de perspective de bonnes solutions à court terme. Il est probable que l'année prochaine soit encore plus difficile : je vous le dis en toute responsabilité.

Nombreux sont ceux, en particulier en Occident, qui croient à la normalisation et que les défis qui ont commencé vont se calmer, prendre fin, passer au second plan et que nous reviendrons au *business as usual*. C'est très humain. Lors de tous les défis précédents, lorsque la pandémie faisait rage, lors de l'attaque hybride de Loukachenko avec des migrants ou de la terreur économique de la Chine, nous pensions et croyions que nous allions surmonter ces défis, que ceux-ci prendraient fin et que nous pourrions revenir à la situation antérieure, à une vie ordinaire. Maintenant, je ne le crois plus.

Nous disons souvent que nous sommes dans une situation semblable à 1939, sur le terrain de la Seconde Guerre mondiale. Ces analogies ne sont pas seulement une métaphore. Après la Seconde Guerre mondiale, il n'y a pas eu de retour à la période de l'entre-deux-guerres, mais une réalité stratégique totalement nouvelle est entrée en vigueur et la création d'un nouvel ordre mondial a débuté. Nous pouvons dire que nous vivons toujours dans ce schéma. Les Nations unies, l'OTAN et même l'Union européenne ne sont, dans une large mesure, rien d'autre qu'une réponse à la réalité de la Seconde Guerre mondiale et à la nouvelle réalité géopolitique qui a suivi.

Je crains fort que, de la même manière, il n'y ait pas de retour à l'époque d'avant la pandémie, d'avant la guerre russe, et que nous regardions peut-être encore longtemps celle-ci comme un âge d'or perdu, éphémère et relativement pacifique.

Le monde a changé de manière irréversible, et plus vite nous le comprendrons et commencerons à agir dans ces nouvelles conditions, mieux nous réussirons remplir notre mission : défendre et renforcer le statut de l'État lituanien. Le rôle de la diplomatie n'a jamais été aussi important depuis 1990, lorsqu'il a fallu consolider la fragile indépendance de la Lituanie. Nous devons maintenant défendre, protéger et renforcer un État lituanien indépendant et démocratique et le préparer aux défis qui l'attendent.

Je souhaite aborder brièvement plusieurs sujets.

Tout d'abord, bien que je ne sois pas prophète, je souhaite essayer d'examiner la perspective géopolitique : quel avenir géopolitique nous attend ?

Il fait presque aucun doute que les grands pays autoritaires, c'est-à-dire la Chine et la Russie, uniront leurs efforts pour remettre en question un ordre mondial fondé sur des règles et défier l'architecture de sécurité occidentale. Il ne fait pas non plus de doute que d'autres régimes autoritaires se rallieront à ces anti-leaders dans une configuration géopolitique ou une autre. L'agressivité totale envers l'Occident, qui atteint déjà des proportions orwelliennes, va s'intensifier.

Le déclin de la démocratie va se poursuivre ; là où la situation est mauvaise, elle empirera. Dans les pays où les tendances autoritaires sont bien vivantes, nous pouvons nous attendre à un effondrement de la démocratie et des droits de l'homme. Les alliés de l'UE et de l'OTAN qui flirtent actuellement avec l'autoritarisme sont susceptibles d'évoluer encore plus rapidement dans cette direction, parallèlement, bien entendu, à leur désir d'exploiter au maximum les effets de levier dont ils disposent pour affaiblir la capacité de ces deux alliances du monde libre à agir de manière collective et déterminée.

Notre expérience montre que les régimes autoritaires peuvent facilement tout transformer en arme : de l'aviation civile aux exportations de céréales, des flux migratoires à l'information, des ressources énergétiques à la sûreté nucléaire. Le titre du récent livre de Mark Galeotti *Weaponisation of Everything* décrit cette tendance.

Toutes nos faiblesses, tous les points où nous sommes ouverts aux forces antidémocratiques seront exploités contre nous. Nous devons donc chercher des recettes pour résister aux crises d'aujourd'hui et de demain, et réduire notre dépendance vis-à-vis de régimes hostiles et instables. Pour ce faire, nous devons rechercher de manière proactive des alternatives, renforcer le marché intérieur de l'UE, améliorer une compétitivité technologique basée sur le renforcement de la capacité de production européenne et du libre-échange avec les partenaires démocratiques, c'est ainsi que nous accroîtrons l'autonomie stratégique de l'Europe au sens large.

Le partage du monde en blocs, le gouffre entre le monde libre et les États autoritaires ne feront que s'aggraver. Cela signifie que le défi de l'autodétermination géopolitique touchera de plus en plus les pays tiers, surtout les pays en développement, à travers lesquels s'étendra la ligne de front d'une lutte pour l'influence et le soutien politique. En tant que représentants du monde libre et démocratique, nous ne pourrions pas rester à l'écart et toutes nos actions diplomatiques devront être orientées vers un objectif commun.

Pour sa part, cette évolution géopolitique renvoie de nouveau à un vieux cauchemar : la politique des grandes puissances reviendra-t-elle avec un partage en sphères d'influence ? Un ordre dans lequel la politique mondiale est dictée par les grands « éléphants », tandis que les petits pays restent dans un coin pour ne pas être vu, espérant simplement que les agresseurs ne les remarqueront pas. Dans ce cas, les intérêts, la sécurité et l'existence même des petits, voire même des moyens, pays peuvent être considérés comme *expendable* ou « sacrificable » au nom d'intérêts supérieurs.

De même, certains pensaient que les aspirations légitimes de l'Ukraine à devenir membre de l'UE et de l'OTAN devaient être sacrifiées uniquement pour apaiser la Russie après l'invasion de 2014. Aujourd'hui, le désir de 23 millions de Taïwanais à vivre dans une société libre et démocratique semble également devoir être sacrifié pour éviter un éventuel conflit majeur avec la Chine.

Aujourd'hui, l'architecture de sécurité mondiale s'effrite dangereusement à cause de la guerre de la Russie en Ukraine. Si nous la laissons s'effondrer en achetant un répit et une paix temporaire avec

des compromis offerts à l'agresseur, comment tout cela finira-t-il ? Prenons garde au moment où la sécurité des pays baltes semblera être « sacrificable » au nom de l'intérêt « supérieur » des grands pays.

Il est indispensable de faire comprendre aux partenaires et aux alliés que ce raisonnement est fondé sur une logique erronée. Éviter un soutien inconditionnel à l'Ukraine après l'invasion russe de 2014 n'a pas apporté la paix, mais cela a seulement encouragé la Russie à lancer la plus grande guerre en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'apaisement et les compromis ne mènent pas à la paix. Ils encouragent seulement les tyrans à penser que le monde libre est faible et indécis et à déclencher de nouvelles guerres à une échelle encore plus importante. L'Europe et l'ensemble du monde libre auraient dû l'apprendre après Munich en 1938, après l'invasion russe de la Géorgie et l'annexion de la Crimée ; mais, malheureusement, les leçons ont été oubliées.

Cet oubli est particulièrement dangereux pour nous car il ouvre la voie à un ordre mondial où les petits pays et des millions de personnes peuvent être « sacrificables » pour satisfaire les visions de grandeur et de domination des tyrans. La seule façon d'éviter cela est de ne pas céder un pouce de territoire à ceux qui sont autoritaires, ni physiquement, ni métaphoriquement.

Ce n'est qu'alors que nous pourrions espérer créer un ordre mondial dans lequel les petites démocraties, comme l'Ukraine, Taïwan ou la Lituanie, ne seront pas considérées comme *expendable*, « sacrificable ».

Mais comment de petits pays comme la Lituanie peuvent-ils se faire entendre dans la pièce de la politique mondiale, où se bousculent les grands éléphants ? Comment préserver notre subjectivité politique sans devenir uniquement l'objet des plans politiques des grandes puissances ?

Nous devons chercher des leviers d'action politique pour lesquels la taille du pays n'est pas si importante. Dans les formats multilatéraux, un pays a une voix, que ce soit une petite île des Caraïbes ou une superpuissance milliardaire. Nous devons donc nous exprimer activement dans les formats multilatéraux : nous l'avons fait autrefois au Conseil de sécurité des Nations unies et nous le faisons maintenant au Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

Le contexte de la guerre de la Russie en Ukraine a mis en évidence l'importance de la diplomatie multilatérale et, malheureusement, les lacunes de fonctionnement des organisations internationales. Pas uniquement les Nations unies, mais aussi l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'UNESCO et autres organisations ressentent très clairement les conséquences de l'adhésion et de la participation de la Russie et de la Chine aux activités de ces organisations. Il est de plus en plus évident que, dans le monde d'aujourd'hui, les organisations internationales doivent disposer d'instruments flexibles qui leur permettent de prendre des décisions non conventionnelles et de s'assurer de leur fonctionnement utile et efficace. Invitons nos partenaires à réfléchir plus sérieusement à commencer une révision du système du multilatéralisme international et à réfléchir à la création d'institutions capables de relever de manière adéquate les défis de l'époque à venir.

Une autre façon importante d'accroître au maximum notre puissance politique ce sont les alliés, la conviction et faire partie d'un contexte plus large et d'un dialogue plus efficace. Il est important de noter que, si nous souhaitons gagner des alliés, il faut avoir quelque chose à dire sur les dossiers qui les concernent, ce qui peut ne pas être évident ou naturel pour nous. Cela conduit souvent à la nécessité de sortir de la zone de confort des questions qui nous tiennent à cœur et qui sont pertinentes pour nous. Afin d'établir un dialogue et gagner la confiance de pays qui ne sont pas nos alliés naturels, nous devons apprendre à écouter ce qui les préoccupe et être capable de leur proposer quelque chose.

Notre premier réseau d'alliés le plus évident est l'Union européenne qui a fait preuve de solidarité et de capacité à se mobiliser face à la guerre. Sept paquets de sanctions ont été adoptés contre la Russie. Nous entendons sur la scène internationale une voix plus forte de Bruxelles et des engagements à renoncer complètement aux ressources énergétiques de la Russie dans un avenir proche. Il n'est déjà plus aisé pour les pays européens de parler de coopération avec la Russie. Il faut veiller à ce que ce climat de malaise ne soit pas seulement dans la rhétorique mais aussi dans la perspective à long terme des relations avec Moscou. Dans le même temps, nous ne devons pas nous soumettre aux aimants de rhétorique consistant à « ne pas humilier Moscou » et « parler gentiment à Moscou », et nous devons nous prononcer avec détermination contre les tendances et les acteurs qui perturbent et affaiblissent l'unité de l'UE.

Une coopération plus étroite de la Lituanie avec des alliés partageant les mêmes idées est également nécessaire car, comme le montre l'exemple de la Chine, l'utilisation de la coercition économique pour réguler les relations internationales se propage malheureusement et il est nécessaire de se préparer à l'avance à de telles actions. Au niveau européen, nous nous concentrons sur un nouvel instrument juridique qui protégera les membres de l'UE contre une coercition économique de pays tiers. Nous espérons que les pays de l'UE parviendront rapidement à un accord.

La guerre en Ukraine et les bouleversements tectoniques de l'architecture de sécurité mondiale ont de nouveau souligné l'importance des relations transatlantiques. L'OTAN est la seule base crédible sur laquelle nous pouvons construire une structure de sécurité européenne et mondiale durable. La reconsolidation de l'OTAN, commencée il y a un an et demi par le président Joe Biden, et un rapprochement entre les États-Unis et leurs alliés européens doivent être soutenus et poursuivis par tous les moyens possibles. De même, nous soutiendrons également les initiatives de sécurité régionale résultant de l'OTAN et s'appuyant sur cette organisation : AUKUS et QUAD.

Le troisième horizon de la solidarité internationale et du regroupement d'alliés est une alliance mondiale des démocraties. Face à l'agression russe, tout comme dans le contexte de la pression économique antérieure de la Chine, nous avons vu très clairement l'importance de la solidarité et de l'assistance entre les démocraties. C'est juste ce qui inspire et motive notre soutien à la démocratie de Taïwan, au développement des relations avec le Japon ainsi qu'à l'établissement et au renforcement des liens avec d'autres démocraties dans différentes régions du monde.

Un autre instrument particulièrement important dans l'arsenal des petits pays est la création de récits capables de modifier le discours dominant. Ici, la taille n'est pas un facteur décisif. Même un petit pays peut changer le récit dominant et influencer les paramètres des choix politiques par la puissance de son exemple moral. Rappelons-nous de la Lituanie en 1990. Par son acte courageux, un petit pays a montré au monde que la redoutable Union soviétique n'était qu'un géant aux pieds d'argile. Ou encore l'Islande qui a ouvert un espace d'action politique jusqu'alors inexistant en reconnaissant l'indépendance de la Lituanie. Je veux croire que la Lituanie joue aujourd'hui un rôle similaire vis-à-vis d'autres peuples qui aspirent à la démocratie et la défendent.

Même sur des questions tout à fait banales, la bataille fondamentale de la politique étrangère est très souvent une bataille narrative. Nous avons vu combien il était important de veiller à ce que l'attaque hybride avec des migrants, orchestrée par Loukachenko, ne soit pas interprétée comme une crise humanitaire de réfugiés. De son côté, la Russie a été capable d'imposer aux pays en voie de développement un récit selon lequel les pénuries alimentaires étaient non pas la faute de l'agression russe mais des sanctions occidentales, et cette bataille narrative n'a malheureusement pas été gagnée.

L'une des missions les plus importantes de notre diplomatie est donc la communication, les efforts pour formuler un récit qui corresponde à la réalité, la lutte contre les tentatives de propagande pour capter la conscience du public. Ce n'est qu'en apprenant à communiquer notre position de manière forte, cohérente et convaincante que nous pouvons espérer ne pas être écrasés dans une pièce pleine d'éléphants géopolitiques qui se bousculent.

Par ses actions et sa position de principe face à l'agression des régimes autoritaires, l'État lituanien a acquis une autorité morale incontestable. Cela permet de garantir que notre voix soit mieux entendue et plus influente. Une politique morale basée sur des valeurs fondamentales doit rester le fondement de toutes nos décisions.

Cependant, je ne suis pas d'accord avec ceux qui tentent de voir une contradiction entre cette politique de principe et la garantie des intérêts de la Lituanie. La politique étrangère actuelle de la Lituanie est bien souvent décrite comme une politique « des valeurs » s'opposant à une politique « des intérêts » ou *Realpolitik*. Mais quel est l'intérêt fondamental de la Lituanie ?

Selon moi, l'intérêt le plus profond de la Lituanie est un ordre mondial où les petits pays comme la Lituanie peuvent se maintenir, vivre en sécurité et prospérer. La nouvelle politique étrangère de la Lituanie donne la priorité à cet intérêt.

Cela implique beaucoup de choses : un ordre mondial fondé sur le droit, l'État de droit et la résolution pacifique des conflits, le droit à l'autodétermination des peuples, les droits de l'homme, la liberté et la démocratie comme mesure de la valeur du système politique et du développement de la société.

Par conséquent, je dirais qu'il n'y a aucune contradiction entre un engagement pour des valeurs et un intérêt bien compris. Tout en menant une politique fondée sur des principes et des valeurs, nous pouvons et devons défendre très fermement les intérêts fondamentaux de la Lituanie : nous devons être le hérisson sur lequel les éléphants auraient tout simplement peur de monter.

Maintenant, la dernière question que je voudrais aborder brièvement est la suivante : comment, face aux défis de l'ordre géopolitique mondial et de l'économie, pouvons-nous préserver les acquis du développement de notre pays au cours des trois décennies d'indépendance ?

La Reine rouge du célèbre livre de Lewis Carroll dit à Alice : « Tu dois courir tant que tu peux pour rester au même endroit ». Cela ne suffit pas pour nous de rester au même endroit, nous devons donc courir encore plus vite.

Ainsi, la première caractéristique est la vitesse, une réaction rapide à des situations qui évoluent à la vitesse de l'éclair, la détermination à ne pas en rester aux certitudes confortables du passé et, si les circonstances changent, la tentative de contourner le temps en regardant plus loin : quels thèmes, questions et défis seront d'actualité à l'avenir dans notre agenda et celui du monde.

La deuxième caractéristique est la persévérance et l'endurance. Une course nous attend, non pas un sprint mais un marathon, et il nous faudra une persévérance et une endurance maximales pour conserver l'attention du monde démocratique, pour nous empêcher, nous et nos alliés, de baisser les bras et de dire : « Il ne se passera rien ici, ça ne vaut pas la peine de s'en faire ». Ce n'est pas important si nous parlons de la guerre en Ukraine, des sanctions contre la Russie ou de l'avenir démocratique de la Biélorussie et d'autres pays dirigés par des régimes tyranniques.

Et enfin, le courage. Le courage non pas comme une caractéristique abstraite mais comme la capacité à supporter un état inconfortable lorsqu'on est seul face aux autres, conscient de sa propre solitude et de l'incertitude effrayante qu'une telle posture peut entraîner, ou lorsqu'on fait face à l'obscurité de

nouveaux défis, menaces et intimidations. La seule chose que vous pouvez alors saisir et à laquelle vous pouvez vous accrocher pour éclairer le chemin dans cette obscurité, c'est d'assumer la responsabilité des autres et savoir que vous ne ferez pas demi-tour et que vous avancerez uniquement.